Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

# Conseil supérieur de l'éducation

**Rapport annuel 1998-1999**

Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé par le
Conseil supérieur de l'éducation

Cette publication a été produite par
Les Publications du Québec
1500-D, rue Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal — 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-18177-1
ISSN 5923-4108

© Gouvernement du Québec, 1999

Tous droits réservés pour tous pays.
La reproduction par quelque procédé que ce soit
et la traduction, même partielles, sont interdites
sans l'autorisation des Publications du Québec.

100-04650/

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du parlement
Québec

Monsieur le Président,

Conformément à la loi (L.R.Q., c. C-60, article 14.1), je vous transmets le rapport annuel des activités du Conseil supérieur de l'éducation pour l'année 1998-1999.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre de l'Éducation,

François Legault

Québec, novembre 1999

Monsieur François Legault
Ministre de l'Éducation
Hôtel du parlement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément à la loi (L.R.Q., c. C-60, article 14.1), je vous présente le rapport annuel des activités du Conseil supérieur de l'éducation pour l'année 1998-1999.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

La présidente du Conseil,

Céline Saint-Pierre

Sainte-Foy, novembre 1999

## Table des matières


**1. Présentation du Conseil supérieur de l'éducation 9**

**2. Activités du Conseil, des comités et des commissions 13**

2.1 Le Conseil **13**

2.2 Les commissions **15**

2.3 Les comités confessionnels **17**

**3. Ressources humaines et financières 21**

3.1 Composition du Conseil, des comités et des commissions **21**

3.2 Le secrétariat **33**

3.3 Ressources financières **35**

## 1. Présentation du Conseil supérieur de l'éducation

« C'est au Conseil supérieur de l'éducation que reviendra surtout la responsabilité de maintenir le système d'enseignement en contact avec l'évolution de la société et celle d'indiquer les changements à opérer et d'inspirer des plans à long terme. » (Commission royale d'enquête sur l'enseignement, Rapport, t. I, 1963, nº 176, p. 107.)

Le Conseil supérieur de l'éducation a été créé en 1964, en même temps que le ministère de l'Éducation, mais par une loi distincte qui confirme son autonomie.

Son rôle est de conseiller l'État et de faire le pont entre la population québécoise et le gouvernement sur tout ce qui concerne l'éducation. C'est un lieu de consultation et de réflexion critique, à l'intérieur des institutions démocratiques, à l'abri des groupes de pression.

Son mandat couvre l'ensemble de la mission éducative gouvernementale. Il porte prioritairement sur l'éducation institutionnelle, de la maternelle à l'université, mais peut s'étendre aussi à l'éducation extrascolaire.

L'organisme est constitué de plusieurs instances :

— le Conseil même;

— cinq commissions, qui l'assistent dans ses travaux;
  - la Commission de l'enseignement primaire;
  - la Commission de l'enseignement secondaire;
  - la Commission de l'enseignement collégial;
  - la Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires;
  - la Commission de l'éducation des adultes.

— deux comités confessionnels — le Comité catholique et le Comité protestant — qui exercent une juridiction exclusive en matière d'éducation religieuse en milieu scolaire;

— un comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, chargé de conseiller le ministre de l'Éducation en cette matière.

### Le Conseil

Le Conseil compte vingt-quatre membres, dont au moins seize doivent être de foi catholique, au moins quatre doivent être de foi protestante et au moins un doit n'être ni de foi catholique ni de foi protestante. De ce nombre, vingt-deux sont nommés par le gouvernement, les deux autres étant les personnes nommées à la présidence des comités catholique et protestant. Le ou la sous-ministre de l'Éducation et les deux sous-ministres associés sont d'office membres adjoints du Conseil, mais sans droit de vote.

Les membres nommés par le gouvernement le sont pour un mandat de quatre ans, à moins qu'ils ne complètent des mandats non terminés. Leur mandat ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Le gouvernement désigne, parmi les membres du Conseil, un président ou une présidente et un vice-président ou une vice-présidente; l'un ou l'une doit être de foi catholique, l'autre, de foi protestante.

Le mandat de l'organisme, tel que défini dans sa loi constitutive, peut se résumer comme suit :

« Le Conseil doit :

— donner son avis au ministre de l'Éducation sur les règlements qu'il est tenu de lui soumettre;

— donner son avis au ministre de l'Éducation sur toute question de sa compétence qu'il lui soumet;

— transmettre au ministre de l'Éducation, qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport annuel sur ses activités et un rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation. »

« Le Conseil peut :

— solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et suggestions du public, en matière d'éducation;

— soumettre au ministre de l'Éducation des recommandations sur toute question de sa compétence concernant l'éducation;

— faire effectuer les études et recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à la poursuite de ses fins;

— édicter pour sa régie interne des règlements qui sont soumis à l'approbation du gouvernement. »

C'est le ministre de l'Éducation qui est chargé d'appliquer la *Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.*

### Les comités catholique et protestant

Chacun de ces deux comités est composé de quinze membres.

Le Comité catholique compte un nombre égal de personnes représentant les autorités religieuses catholiques, les parents et les éducateurs ou éducatrices. Les personnes représentant les autorités religieuses sont nommées par l'Assemblée des évêques du Qué-

bec; les autres sont nommées par le gouvernement sur la recommandation du Conseil supérieur de l'éducation, agréée par l'Assemblée des évêques du Québec.

Le Comité protestant est composé de personnes représentant les confessions protestantes, les parents et les éducateurs ou éducatrices. Ces personnes sont nommées par le gouvernement sur la recommandation du Conseil supérieur de l'éducation.

À moins qu'ils ne complètent un mandat non terminé, les membres des comités confessionnels sont nommés pour un mandat de trois ans, lequel n'est renouvelable qu'une seule fois.

Les sous-ministres associés de foi catholique et de foi protestante sont d'office membres adjoints du Comité catholique ou du Comité protestant, selon le cas, sans toutefois avoir droit de vote.

Chaque comité élit l'un de ses membres à la présidence. La personne élue devient alors membre du Conseil supérieur de l'éducation.

Les comités confessionnels sont chargés de :

— prendre des règlements concernant l'enseignement moral et religieux, catholique ou protestant, l'animation pastorale catholique et l'animation religieuse protestante, dans les établissements d'enseignement;

— prendre des règlements sur les conditions de qualification du personnel qui dispense les enseignements ou les services précités;

— prendre des règlements pour reconnaître les établissements d'enseignement comme catholiques ou protestants et pour assurer leur caractère confessionnel;

— reconnaître comme catholiques ou protestants, selon le cas, les établissements d'enseignement et révoquer au besoin cette reconnaissance;

— approuver, pour l'enseignement moral et religieux catholique ou protestant, les programmes d'études, les guides pédagogiques scolaires, les manuels et le matériel didactique et pour l'animation pastorale catholique ou l'animation religieuse protestante, les répertoires d'objectifs et les guides afférents;

— faire au Conseil et au ministre de l'Éducation, des recommandations sur toute question de leur compétence.

Ces comités peuvent :

— donner au ministre de l'Éducation un avis, au point de vue moral et religieux, sur les programmes, les manuels scolaires, le matériel didactique qu'il adopte ou approuve pour l'enseignement autre que l'enseignement moral et religieux;

— recevoir et entendre les requêtes et suggestions des associations, des institutions et de toute personne sur toute question relevant de leur compétence;

— faire effectuer les études et recherches qu'ils jugent nécessaires ou utiles à la poursuite de leurs fins;

— édicter pour leur régie interne des règlements qui sont soumis à l'approbation du gouvernement.

### Les commissions

Chacune des cinq commissions est composée de neuf à quinze membres, y compris le président ou la présidente.

Les membres des commissions sont nommés par le Conseil après consultation des institutions et des organismes intéressés à l'enseignement dans le secteur visé. Leur mandat est de trois ans et n'est renouvelable qu'une seule fois consécutivement. Le Conseil désigne parmi ses membres une personne à la présidence de chacune de ses commissions.

Les commissions sont chargées de préparer pour le Conseil des projets d'avis sur des thèmes qui se rapportent à leur ordre ou secteur d'enseignement respectif.

### Le comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études

Institué le 19 juin 1999, le comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études est composé de dix-sept membres, dont un président, nommés par le gouvernement après consultation de groupes représentant les étudiants, le personnel d'établissements d'enseignement et les milieux socio-économiques. Au moment de l'édition du présent rapport, les membres du comité n'étaient pas encore nommés.

La durée du mandat des membres est d'au plus quatre ans et ce mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Le comité consultatif est chargé de conseiller le ministre sur toute question qu'il lui soumet relativement :

— aux programmes d'aide financière institués par la *Loi sur l'aide financière*;

— aux droits de scolarité, aux droits d'admission ou d'inscription aux services d'enseignement et aux autres droits afférents à tels services;

— aux mesures ou politiques pouvant avoir des incidences sur l'accessibilité financière aux études.

Le comité consultatif peut :

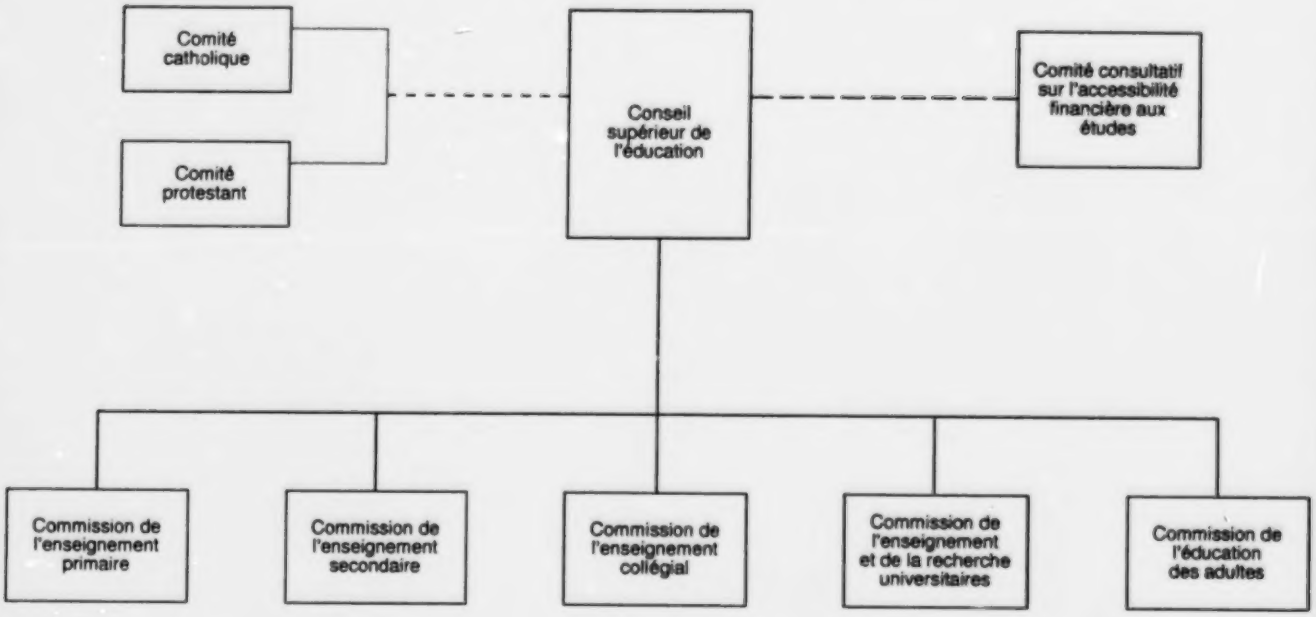
— saisir le ministre de toute question relative à une matière de la compétence du comité;

— faire effectuer des études et des recherches;

— solliciter et recevoir les observations et les suggestions d'individus ou de groupes.

Enfin, le ministre de l'Éducation est tenu de soumettre au comité consultatif tout projet de règlement relatif à ces programmes d'aide financière ainsi que toute condition qu'il se propose d'inclure dans des règles budgétaires ou toute directive qu'il entend donner aux établissements d'enseignement relativement à ces droits. Le ministre transmet au Conseil les demandes d'avis qu'il adresse au comité consultatif.

## Le Conseil supérieur de l'éducation




En vigueur le 30 juin 1999.

## 2. Activités du Conseil, des comités et des commissions en 1998-1999*

### 2.1 Le Conseil

Du 1er septembre 1998 au 31 août 1999, le Conseil a tenu douze réunions totalisant vingt-cinq sessions**.

À ces réunions s'est ajoutée l'assemblée plénière annuelle qui a regroupé, le 3 juin 1999, les membres du Conseil, des comités confessionnels et des commissions, ainsi que le personnel d'encadrement et le personnel professionnel du secrétariat du Conseil. Les travaux de cette assemblée ont consisté en une première réflexion sur l'évaluation institutionnelle, thème que le Conseil a retenu pour son rapport annuel 1998-1999 sur l'état et les besoins de l'éducation.

Le Conseil a procédé, au cours de l'année, à l'examen de quinze rapports d'étape destinés à faire le point sur les travaux en cours dans ses commissions et ses comités spéciaux. Il a également procédé à l'adoption de trois avis.

**Avis adoptés par le Conseil en 1998-1999***

| | |
|---|---|
| Les Enjeux majeurs des programmes d'études et des régimes pédagogiques | 473e réunion 3 décembre 1998 |
| Diriger une école secondaire : un nouveau contexte, de nouveaux défis | 478e réunion 7 mai 1999 |
| Pour une meilleure réussite scolaire des garçons et des filles | 481e réunion 19 août 1999 |

#### *Comité du rapport annuel*

Comme l'y invite la Loi, le Conseil doit transmettre chaque année au ministre de l'Éducation, pour dépôt à l'Assemblée nationale, un rapport sur l'état et les besoins de l'éducation. Pour son rapport annuel 1998-1999, le Conseil a fait porter sa réflexion sur le thème de l'évaluation institutionnelle. Ce sujet lui est apparu particulièrement pertinent dans une double perspective : la conjoncture actuelle d'une plus grande décentralisation des pouvoirs et responsabilités de l'État vers les établissements d'enseignement et la réforme entreprise depuis la tenue des États généraux sur l'éducation. La responsabilisation accrue des acteurs institutionnels, l'imputabilité qui en résulte et les exigences de l'État en matière de reddition de comptes commandent, estime le Conseil, que se développe ou s'enrichisse, à travers tout le système d'éducation, une pratique réflexive d'auto-évaluation institutionnelle sur la réalisation de la mission éducative des établissements et sur leurs modes de fonctionnement administratif et pédagogique.

Pour préparer le rapport annuel 1998-1999, le Conseil a constitué un comité composé des personnes suivantes :

— Mme Édith Côté, membre du Conseil, présidente du comité, professeure titulaire à la Faculté des sciences infirmières de l'Université Laval;

— M. Bernard Lajeunesse, membre du Conseil, directeur général de la Commission scolaire Pierre-Neveu, Mont-Laurier;

— Mme Lise Breton, enseignante en sciences à l'école secondaire La Seigneurie, à Beauport, jusqu'en juin 1999, et aujourd'hui directrice adjointe à la Polyvalente de Charlesbourg;

— Mme Louise Cazeault, membre de la Commission de l'enseignement collégial, directrice des études au Cégep Beauce-Appalaches;

— M. Denis Massé, consultant en éducation, auparavant professeur à la Faculté de l'éducation de l'Université de Sherbrooke;

— M. Gervais Sirois, directeur des écoles L'Annonciation et Dominique-Savio, Rimouski;

— Mme Diane Duquet, coordonnatrice du comité et responsable de la recherche et de la rédaction du rapport.

Le Conseil a amorcé sa réflexion sur le thème de l'évaluation institutionnelle lors de son assemblée plénière annuelle, le 10 juin 1998, avec la participation de trois conférenciers : M. Jacques L'Écuyer, président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, M. Guy Legault, agent de recherche, Direction de la recherche du ministère de l'Éducation et M. Jean Verlez, directeur adjoint à la Commission scolaire de Sherbrooke. Cette réflexion s'est poursuivie durant ses réunions régulières et à l'occasion de plusieurs activités de consultation destinées à saisir les préoccupations du milieu à l'égard de l'évaluation institutionnelle : une journée de consultation dans la région de Laval-Laurentides-Lanaudière, à l'automne 1998, et une table ronde, au printemps 1999, réunis-

* L'année d'activité du Conseil, s'étend du 1er septembre au 31 août de l'année suivante et ne correspond pas à l'année financière gouvernementale.

** Une session comprend une demi-journée dont la durée minimum est de deux heures.

sant M. Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps, M. Maurice Labbé, président du Comité de vérification de l'évaluation des programmes, Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec, et M. Robert Morin, président de la Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement.

Dans chacune des commissions du Conseil, dans le cadre d'une séance régulière ou convoquée spécialement à cet effet, des conférenciers ont été invités pour traiter du sujet de l'évaluation institutionnelle en lien avec chacun des ordres ou secteurs d'enseignement concernés.

Pour sa part, le comité du rapport annuel s'est réuni à sept reprises, de janvier à septembre 1999. Certaines de ses séances de travail lui ont permis de consulter divers représentants du milieu éducatif, à tous les ordres d'enseignement. En complément, d'autres activités de consultation ont été réalisées par la permanence et des membres du comité, notamment auprès de membres de conseils d'établissement, de la direction de centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle, de chercheurs ou d'acteurs éducatifs intéressés, à un titre ou à un autre, par la réalisation d'une démarche d'évaluation institutionnelle.

Le rapport du Conseil sur l'évaluation institutionnelle comporte quatre chapitres et plusieurs annexes. Le premier chapitre a pour objectif de lever les ambiguïtés qui pèsent sur l'évaluation institutionnelle, de préciser le sens qu'il convient de lui donner en éducation et de développer une vision commune qui permette de rallier les acteurs dans un système d'éducation décentralisé mais où l'État demeure responsable des grandes orientations et des objectifs nationaux. Au deuxième chapitre, le Conseil s'efforce d'asseoir sa réflexion sur les aspects les plus pertinents de la situation actuelle et des enjeux propres à chacun des ordres ou secteurs d'enseignement. Il y fait ressortir la pertinence, pour les établissements, de s'engager dans une démarche interne d'évaluation institutionnelle et y présente un bref aperçu de l'état de la réflexion et des pratiques à l'extérieur du Québec. Plus concrètement, le troisième cha-pitre traite des éléments nécessaires à la mise en place d'une pratique avisée d'évaluation institutionnelle et du rôle que sont appelés à y jouer les divers acteurs de l'éducation. Cette pratique est cependant tributaire, localement et à l'échelle du système éducatif, d'un certain nombre de conditions susceptibles de favoriser l'implantation et la réalisation d'une démarche continue d'évaluation institutionnelle; c'est là l'objet du quatrième chapitre. En conclusion, le Conseil rappelle les faits saillants du rapport et réitère sa conviction que l'évaluation institutionnelle pourra contribuer à une gestion plus efficace du système éducatif, où les acteurs de l'éducation seront appelés à agir en partenariat avec l'État. Il aborde la question du « pilotage » du système éducatif, c'est-à-dire de sa gestion concertée, en souhaitant que s'amorce une réflexion sur le sujet. Des annexes complètent les propos du rapport; divers sites Internet y sont signalés pour aider le milieu éducatif à se tenir informé sur l'évaluation institutionnelle. Y sont aussi présentées certaines pratiques d'évaluation en cours ou en développement au primaire-secondaire, ainsi que plusieurs listes d'indicateurs utilisés à des fins d'évaluation institutionnelle, ici et ailleurs, ou suggérés par la recherche sur le sujet.

Adopté par le Conseil à sa réunion du 30 septembre 1999, le rapport *L'Évaluation institutionnelle en éducation : une dynamique propice au développement* sera rendu public le jour de son dépôt à l'Assemblée nationale, à l'automne 1999.

Ont contribué à l'élaboration de ce rapport, pour la recherche et la rédaction, Mme Diane Duquet, coordonnatrice du comité, et, en appoint à la recherche, Mme Caroline Hamel, agente de recherche stagiaire, et M. Denis Massé, membre du comité.

### *Comité sur les projets de modification aux régimes pédagogiques*

À l'automne 1997, à la suite de la publication par la ministre de l'Éducation de l'énoncé de politique *L'École, tout un programme*, le Conseil avait mis sur pied un comité pour examiner à la fois les aspects réglementaires et d'autres aspects du curriculum du primaire et du secondaire. Les travaux de ce comité avaient alors permis au Conseil d'adresser à la ministre de l'Éducation, en juillet 1998, un avis intitulé *Pour un renouvellement prometteur des programmes à l'école*, qui fut rendu public en septembre 1998.

Le même comité, a été mandaté en octobre 1998, par le Conseil pour préparer la réponse à la demande d'avis qu'il venait de recevoir de la ministre de l'Éducation sur les projets de règlements touchant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire, le Régime pédagogique de la formation générale des adultes et le Régime pédagogique de la formation professionnelle.

Ce comité de travail était constitué des personnes suivantes :

— Mme Céline Saint-Pierre, présidente du Conseil, présidente du comité;

— M. Robert Céré, membre du Conseil, directeur, école secondaire Sophie-Barat;

— M. Roger Delisle, membre de la Commission de l'enseignement primaire, coordonnateur de

l'enseignement primaire, Commission scolaire de la Capitale;

— M. Norman Henchey, professeur émérite de l'Université McGill et consultant en recherche sur l'éducation;

— Mme Linda Juanéda, membre du Conseil, directrice adjointe de l'école primaire Saint-Pierre, Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles;

— M. Claude Lessard, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal.

En ce qui concerne l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire et secondaire, la réflexion du comité a surtout porté sur la manière dont les grandes perspectives d'amélioration de l'éducation, ouvertes par la volonté actuelle de réforme et de renouvellement, pourraient être mieux servies, mieux instrumentées, mieux appuyées administrativement par les règles de structuration de l'éducation retenues dans les régimes pédagogiques. En ce qui concerne la formation générale des adultes et la formation professionnelle, les régimes pédagogiques ont été analysés avec un regard particulier sur leurs éléments les plus neufs : la sanction des études, dans le premier cas, et la place faite à la formation générale dans le second cas.

Adopté par le Conseil à sa réunion du mois de décembre, l'avis a été rendu public en janvier 1999, sous le titre *Les Enjeux majeurs des programmes d'études et des régimes pédagogiques*.

La recherche et la rédaction de cet avis ont été assurées par M. Arthur Marsolais, secrétaire du comité, en collaboration avec Mme Marthe Henripin et M. Jean Lamarre, agents de recherche.

## 2.2 Les commissions

### *Commission de l'enseignement primaire*

En 1998-1999, la Commission de l'enseignement primaire a tenu, sous la présidence de Mme Marie-Claude Gatineau, membre du Conseil, six réunions totalisant seize sessions, dont une séance de travail avec le Comité du rapport annuel 1998-1999 sur l'évaluation institutionnelle.

Les travaux de la Commission ont porté sur la préparation d'un projet d'avis sur la réussite scolaire des garçons et des filles. Le mandat confié à la Commission était d'identifier les facteurs liés aux écarts de réussite scolaire selon le sexe et de proposer des pistes d'intervention pour améliorer la situation. À la demande de la ministre de l'Éducation, Mme Pauline Marois, le mandat a été, par la suite, élargi au secondaire. L'analyse de la situation au secondaire a été réalisée par la permanence du Conseil, en collaboration avec la Commission de l'enseignement secondaire.

En plus d'une recherche documentaire et de quelques rencontres d'experts, des consultations auprès d'élèves, d'enseignantes et d'enseignants, de même que de parents ont été menées par les membres de la Commission de l'enseignement primaire. Trois rapports d'étape ont été présentés au Conseil avant l'approbation finale de l'avis, en juillet 1999.

Le premier chapitre de l'avis du Conseil présente un état de la situation qui regroupe des données pertinentes sur les écarts de réussite entre les garçons et les filles. Trois indicateurs de mesure sont retenus : la diplomation, les résultats scolaires et le retard scolaire. Le deuxième chapitre contient une réflexion sur les facteurs explicatifs du phénomène, dont les rôles sociaux de sexe, la socialisation et l'organisation de l'école, tant au primaire qu'au secondaire. Le chapitre trois détermine des orientations pour reconnaître les effets des rôles sociaux de sexe et de socialisation et pour tenir compte des difficultés éprouvées en langue d'enseignement, des rythmes de développement pour l'évaluation des élèves, des styles cognitifs et du besoin des adolescents et adolescentes de donner un sens à leur situation scolaire. Enfin, le chapitre quatre contient une proposition de plan d'action global, accompagné de plusieurs mesures à court et à moyen terme pour chacune des orientations déterminées au chapitre précédent. Ce plan d'action comprend des mesures de formation qui s'adressent au personnel scolaire, aux élèves et aux parents. Il contient également des mesures de recherche et de développement afin de connaître encore mieux les effets de la socialisation sur la réussite scolaire ainsi que les moyens d'intervention appropriés.

Les travaux de recherche et la rédaction de cet avis, rendu public en octobre 1999, ont été réalisés par M. Michel Ouellet, coordonnateur de la Commission, M. Jean Lamarre, agent de recherche, et M. Claude Lamonde, secrétaire du Conseil.

### *Commission de l'enseignement secondaire*

Au cours de l'année 1998-1999, la Commission de l'enseignement secondaire a tenu, sous la présidence de Mme Marie Lissa Roy-Guérin, membre du Conseil, cinq réunions totalisant seize sessions, dont une séance de travail avec le Comité du rapport annuel 1998-1999 sur l'évaluation institutionnelle.

La Commission a poursuivi les travaux qu'elle avait amorcés l'année précédente sur les rôles et les fonctions des directions d'écoles secondaires dans le contexte de la Loi amendée sur l'instruction publique. Sa démarche de réflexion s'est d'abord appuyée sur une série d'entrevues de groupe auprès d'une cinquantaine de membres du personnel de direction d'éco-

les secondaires, provenant de cinq régions administratives différentes et d'écoles francophones et anglophones de toutes tailles. Elle s'est également appuyée sur une vaste recherche documentaire concernant la gestion des écoles et touchant divers efforts récents de décentralisation des systèmes scolaires par le renforcement des responsabilités assumées dans et par l'école. Les textes gouvernementaux officiels, comme les amendements proposés à la *Loi sur l'instruction publique* et les régimes pédagogiques soumis à la consultation en octobre 1998 ont, par ailleurs, fait l'objet d'une analyse approfondie.

Le projet d'avis soumis au Conseil par la Commission a été adopté le 7 mai 1999 et rendu public en juin 1999 sous le titre *Diriger une école secondaire : un nouveau contexte, de nouveaux défis.*

Avec cet avis, le Conseil veut contribuer à éclairer une conjoncture, analyser un changement au moment même où il s'amorce pour tenter d'en tirer un discernement prospectif. Le Conseil convie les équipes de direction d'écoles secondaires et celles des écoles primaires, ainsi que tous les partenaires concernés par l'avenir immédiat de l'école, à partager sa lecture de la réorganisation administrative et pédagogique du système scolaire et du rôle des directeurs d'école. Ses recommandations invitent le ministre de l'Éducation et les autres instances concernées à soutenir les acteurs de l'école dans leurs efforts pour assurer une meilleure réussite des élèves du secondaire.

Ont collaboré à l'élaboration de cet avis Mmes Suzanne Bouchard et Hélène Pinard, pour la recherche, et MM. Claude Lamonde et Arthur Marsolais, pour la rédaction.

### *Commission de l'enseignement collégial*

Au cours de l'année 1998-1999, la Commission de l'enseignement collégial a tenu cinq réunions totalisant treize sessions, sous la présidence de M. Michel Toussaint, membre du Conseil. En septembre 1998, elle a repris ses travaux en vue de la préparation d'un avis sur le thème de la formation du personnel enseignant des collèges, travaux commencés l'année précédente, mais interrompus à la suite d'une demande d'avis de la ministre de l'Éducation sur un projet de modifications au Règlement sur le régime des études collégiales. Elle a de plus consacré deux sessions de travail à la consultation menée par le comité du rapport annuel sur le thème de l'évaluation institutionnelle.

Dans le cadre du mandat qui lui a été confié sur la formation du personnel enseignant des collèges, la Commission, à la lumière des conditions actuelles et futures d'exercice de la profession enseignante, s'emploie à faire des propositions en matière de formation adaptées aux exigences de l'enseignement à cet ordre et aux particularités des deux grands secteurs de formation qui y cohabitent. La réflexion porte sur l'ensemble des composantes de la formation, c'est-à-dire qu'elle inclut autant la composante disciplinaire (spécialisation) que les composantes plus spécifiquement reliées à l'enseignement.

Le 30 septembre 1998, la Commission a déposé au Conseil un premier rapport d'étape dans lequel elle annonçait, parallèlement à des travaux de recherche documentaire, la tenue d'une série de consultations dont les résultats ont largement servi à la préparation d'un deuxième rapport d'étape soumis au Conseil en mars 1999.

Ces consultations ont surtout impliqué des acteurs du milieu collégial (enseignantes et enseignants, administrateurs et administratrices, élèves, conseillers et conseillères pédagogiques, représentantes et représentants syndicaux) œuvrant dans plus d'une trentaine d'établissements. Trois grands thèmes structuraient les échanges soit : la pertinence d'une formation professionnelle propre à l'enseignement collégial, les particularités du contenu d'une formation jugée pertinente pour enseigner au collégial et les particularités de l'organisation d'une telle formation. À ces consultations s'en sont ajoutées d'autres portant, cette fois, sur les modèles de formation disponibles ou en développement dans le milieu universitaire.

La Commission poursuivra ses travaux au cours de la prochaine année avec l'objectif de déposer au Conseil un projet d'avis en février de l'an 2000. Les travaux de consultation, de recherche et de rédaction réalisés au cours de la présente année ont été menés par Mme Renée Carpentier, coordonnatrice de la Commission de l'enseignement collégial, avec une collaboration de Mme Claire Turcotte, pigiste.

### *Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires*

Au cours de l'année 1998-1999, la Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires a tenu, sous la présidence de M. Gaston Denis, membre du Conseil, six réunions totalisant onze sessions, dont une séance de travail avec le comité du rapport annuel 1998-1999 sur l'évaluation institutionnelle, une autre avec la Commission de l'enseignement collégial sur la formation du personnel enseignant et une dernière avec le Fonds FCAR sur le plan triennal de cet organisme.

Durant cette année, la Commission a développé le thème des conditions de réussite des étudiantes et des étudiants à l'université. Elle a tenu plusieurs consultations sur ce sujet dans le milieu universitaire, notamment auprès des dirigeantes et des dirigeants universitaires réunis au Comité des affaires académiques à la CREPUQ, auprès des personnels enseignants et pro-

fessionnels dans l'ensemble des régions du Québec, ainsi qu'auprès des étudiantes et des étudiants. Elle prévoit terminer ses consultations à l'automne 1999. D'autres travaux, menés en parallèle, viendront alimenter l'élaboration de l'avis au ministre de l'Éducation, dont un état des lieux sur la situation de la réussite à l'université, puisant à divers indicateurs disponibles, ainsi que l'analyse des rapports des universités déposés à la Commission parlementaire de l'éducation en vertu de la *Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*. Le dépôt du projet d'avis est prévu à l'hiver 2000.

Ont collaboré aux travaux de consultation et de recherche Mmes Francine D'Ortun, France Picard et Claudine Audet, de la permanence du Conseil. Ces travaux ont également pu bénéficier de la collaboration de stagiaires, dont Mmes Caroline Hamel, Brigitte Gemme et Josianne Lalonde ainsi que M. François Taillefer, sous la supervision de Mme France Picard, coordonnatrice de la Commission et responsable de la rédaction de l'avis.

### *Commission de l'éducation des adultes*

Au cours de l'année 1998-1999, la Commission de l'éducation des adultes a tenu, sous la présidence de M. Jean-Pierre Rathé, membre du Conseil, cinq réunions totalisant quinze sessions de travail et une réunion spéciale de deux sessions. La Commission a également été consultée par le comité du rapport annuel 1998-1999 sur l'évaluation institutionnelle.

Au début de l'automne 1998, la Commission a travaillé à la préparation d'un mémoire du Conseil sur le projet de politique de la formation continue soumis à la consultation en juin 1998, par la ministre de l'Éducation d'alors. Au printemps 1999, la Commission a également été associée à la préparation d'un document pour la participation du Conseil aux audiences publiques sur cette politique de même qu'à la rédaction d'un mémoire complémentaire sur le sujet.

À partir de la fin d'octobre 1998, la Commission a entrepris des travaux sur la reconnaissance des acquis, mandat que lui confiait le Conseil, en juin 1998. L'avis en préparation a pour objet, à partir d'une analyse de la problématique à laquelle donne lieu l'existence de systèmes parallèles de reconnaissance des acquis, de déterminer les principaux enjeux qui se dessinent, notamment pour le système éducatif, et de proposer au ministre de l'Éducation les principales orientations qui devraient guider les actions ministérielles et celles des établissements du réseau de l'éducation en la matière. L'avis du Conseil devrait proposer un ou des modèles favorisant le transfert des validations d'acquis, d'un référentiel de reconnaissance à l'autre.

La Commission a procédé d'abord à l'examen des systèmes de reconnaissance en place au Québec. À cette fin, elle a entendu huit personnes-ressources invitées à faire état du portrait des pratiques actuelles en la matière, dans le système d'éducation et en dehors de celui-ci. L'examen des pratiques à l'enseignement universitaire n'est qu'en partie réalisé et sera achevé au cours de l'automne 1999.

Une analyse documentaire a parallèlement été effectuée, notamment sur les systèmes de reconnaissance des acquis expérientiels à l'étranger. La Commission a soumis au Conseil deux rapports d'étape et en soumettra un troisième, en novembre 1999. Un projet d'avis sera déposé au Conseil au cours des premiers mois de l'an 2000.

Les travaux de recherche et la rédaction de cet avis sont assurés par Mme Isabelle Gobeil, coordonnatrice de la Commission. Une collaboration d'appoint a été fournie par Mme Monique Ouellet, pigiste et Mme Suzanne Bouchard, agente de recherche au Conseil.

## 2.3 Les comités confessionnels

### *Comité catholique*

Pendant l'année 1998-1999, le Comité catholique a tenu neuf réunions. Il a également participé aux deux sessions de travail de l'assemblée plénière du Conseil supérieur de l'éducation. De plus, les membres ont été invités à collaborer à la réalisation de certains travaux dans des sous-comités ou des groupes de travail.

#### Relations avec divers organismes ou milieux

Le Comité catholique, en la personne d'un ou de plusieurs de ses membres, a rencontré divers organismes ayant des liens avec l'éducation chrétienne en milieu scolaire, notamment : le Comité épiscopal d'éducation, l'Assemblée des directrices et directeurs diocésains d'éducation, l'Association québécoise des conseillères et conseillers au service de l'éducation chrétienne, la Conférence de la pastorale scolaire, l'Association québécoise des professeurs de morale et de religion, ainsi que des organismes d'expression anglaise, tels que le Conseil catholique d'expression anglaise et la Québec Federation of Home and School Associations. Ces prises de contact ont revêtu diverses formes, notamment : participation à des journées d'étude; réunion avec certains porte-parole ou membres d'organismes; allocution suivie de périodes de questions ou encore, échange de documents et de correspondance. Le Comité a également rencontré diverses personnes, notamment dans les universités, dont l'expertise lui a permis d'approfondir sa réflexion

et de mener à bien ses travaux, plus particulièrement en lien avec l'étude sur la place de la religion à l'école.

Pour sa part, le président du Comité catholique a accepté l'invitation à prendre la parole devant divers groupes, notamment à Longueuil, Cap-de-la-Madeleine, Hull, Châteauguay, Saint-Bruno et Québec. Par ailleurs, il a rencontré des intellectuels et des experts dans divers domaines et disciplines dans le cadre de la préparation de l'avis sur la place de la religion à l'école. Dans cette même perspective, il s'est entretenu avec les porte-parole de diverses communautés religieuses et culturelles, notamment le Forum musulman canadien, le Congrès juif canadien section Québec, l'Association des écoles juives et le Conseil interreligieux de Montréal. Il a rencontré des personnes à l'INRS-Culture ainsi que le directeur de la recherche au CNRS (France) sur des sujets afférents à la préparation de l'avis. Il a participé à divers colloques et conférences, notamment le Colloque sur l'éthique et la déontologie en éducation, organisé par la Fédération des commissions scolaires, à l'Université Laval; le Colloque sur l'intelligibilité du phénomène religieux dans le monde contemporain (Université Laval) ainsi que le Symposium du Conseil pontifical de la culture, tenu à Québec, sur le thème des mutations culturelles et la transcendance à l'aube du XXI[e] siècle. À Montréal, il a participé au Colloque sur la religion dans l'éducation et la culture et le Colloque organisé par la Faculté de théologie de l'Université de Montréal en l'honneur de M. André Charron.

Par ailleurs, les médias écrits et électroniques ont sollicité sa contribution, notamment à l'occasion de la parution du rapport du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école. Il a participé à des émissions à la radio et à la télévision et signé quelques articles parus dans des journaux et revues, au Québec, et a été interviewé par un journaliste du *Washington Post*.

### Études et recherches

Le Comité a consacré une grande part de son temps et de ses ressources à la préparation de l'avis sur la place de la religion à l'école. Un comité de travail a été affecté à ce sujet important. Par ailleurs, d'autres comités ont travaillé à la révision de la réglementation du Comité catholique, à la question de l'évaluation du vécu confessionnel des écoles, à la révision des critères d'approbation du matériel didactique pour l'enseignement moral et religieux catholique ainsi que des programmes d'études en cette matière.

Le Comité a surtout travaillé à la préparation de sa position en vue du débat public qui suivra le dépôt du rapport du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école. Dans cette perspective, il a sollicité l'avis de plusieurs personnes-ressources, sous forme de textes ou d'entrevues. Il a invité un certain nombre de ces experts à partager leurs vues au cours de ses réunions.

### Avis au ministre de l'Éducation

En octobre 1999, le Comité catholique a transmis au ministre de l'Éducation un avis intitulé « Renouveler la place de la religion à l'école ». Il a également soumis un mémoire à la Commission parlementaire sur l'éducation. Ces deux textes ont émané des discussions tenues en comité plénier et ont été rédigés par le président du Comité.

### Évaluation du vécu confessionnel des écoles reconnues comme catholiques

Le Comité a poursuivi l'opération d'évaluation du vécu confessionnel des écoles reconnues comme catholiques. En effet, aux termes de l'article 7 du Règlement du Comité catholique, les quelque deux mille deux cents écoles primaires et secondaires, publiques ou privées, sont tenues, depuis 1988, de procéder à tous les cinq ans à un examen de leur statut confessionnel. Il s'agit d'un bilan factuel, de caractère informatif, qui reproduit le plus fidèlement possible le sens donné à la dimension confessionnelle dans chacun des milieux et qui constitue un moyen privilégié pour les écoles d'ajuster leur caractère confessionnel aux attentes et aux possibilités locales. La majorité de ces projets a fait l'objet d'une analyse détaillée; le Comité, par le secrétariat, a ensuite fait part, par lettre, de ses principales observations dans chacun des cas.

### Reconnaissance confessionnelle des établissements

En vertu du pouvoir que lui confère le paragraphe f) de l'article 22 de la *Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation*, tel qu'il a été modifié par l'article 568 de la *Loi sur l'instruction publique*, le Comité catholique a reconnu comme catholiques quatre établissements d'enseignement public.

### Approbation de programmes d'études et de matériel didactique

Conformément aux dispositions du paragraphe c) de l'article 22 de la *Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation*, tel qu'il a été modifié par l'article 568 de la *Loi sur l'instruction publique*, le Comité catholique a examiné divers instruments pédagogiques et approuvé cinq ensembles didactiques pour l'enseignement moral et religieux catholique au primaire, intitulés : *Merveille que tu es* (Novalis), *À la recherche de Dieu* (Éditions de la Chenelière), *Une course aux trésors* (Éditions FPR), *Une vie à vivre* (Éditions A. Pilon) et *Où est Dieu ?* (Éditions les Héritiers). Il a

également approuvé un programme d'enseignement traduit à l'intention de la clientèle anglo-catholique pour la troisième année du secondaire, *Catholic Religious and Moral Instruction - Secondary Three.*

### *Comité protestant*

En 1998-1999, le Comité protestant a tenu huit réunions ainsi qu'une réunion spéciale totalisant dix-neuf sessions. Il a également participé aux deux sessions de travail de l'assemblée plénière du Conseil supérieur de l'éducation. En outre, plusieurs membres ont collaboré à la réalisation de certains travaux lors des réunions de sous-comités.

#### Consultations

Le président du Comité ou son représentant a rencontré, à plusieurs reprises, l'Association des commissions scolaires du Québec, la Fédération québécoise des associations foyers-écoles, la Table de concertation sur l'éducation et le Comité d'éducation publique du Consistoire de Montréal de l'Église presbytérienne.

En novembre 1998, le président a participé à titre de conférencier, à Québec, aux deux journées d'études de l'Association québécoise des conseillers et des conseillères au service de l'éducation chrétienne. Il a également fait une présentation sur l'éducation protestante à un groupe d'étudiants de l'Université Bishop's.

Au cours du printemps 1999, le président et la secrétaire ont rencontré à différentes reprises les représentants du Bureau d'approbation du matériel didactique concernant les recommandations qui sont faites par le Comité.

Durant cette même période, le président du Comité protestant et le président du Comité catholique ont formé un sous-comité de liaison qui a permis à certains membres des deux comités de travailler ensemble sur différents dossiers.

À la suite du dépôt à l'Assemblée nationale, le 31 mars 1999, du rapport du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, le Comité a reçu, le 9 avril suivant, le président du groupe, M. Jean-Pierre Proulx, ainsi que deux de ses collègues, afin de discuter avec lui du contenu du rapport.

En avril également, la secrétaire et certains membres du Comité ont rendu visite au Riverdale High School, à Pierrefonds, afin de participer à une activité de leur club d'amitié chrétienne.

En juin 1999, le président et certains membres du Comité ont participé à la présentation qu'a faite M. Claude Ryan à l'Université McGill sur le rapport Proulx.

#### Travaux

À l'automne 1998, le Comité a publié, à l'intention des parents, une pochette contenant de la documentation sur le programme d'enseignement moral et religieux protestant. Cette pochette a été expédiée dans tout le milieu protestant et, à ce jour, environ 900 pochettes anglaises et 1 550 pochettes françaises ont été distribuées.

Le 30 septembre 1998, le président a adressé à Mme Francine Schoeb, présidente du Comité d'orientation de la formation du personnel enseignant, une lettre contenant la position du Comité protestant sur les qualifications que devraient posséder les enseignants du programme d'enseignement moral et religieux protestant.

Le 9 juin 1999, le président a fait parvenir une lettre au ministre de l'Éducation, M. François Legault, concernant la clause dérogatoire.

Le Comité travaille actuellement à la préparation d'un mémoire sur la place de la religion à l'école, mémoire qui sera présenté en Commission parlementaire au cours de l'automne 1999.

Conformément aux dispositions du paragraphe a) de l'article 23 de la *Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation*, tel que modifié par l'article 569 de la *Loi sur l'instruction publique*, le Comité a examiné attentivement les manuels et programmes d'études que le ministre lui a transmis pour avis au point de vue moral et religieux.

## 2.4 Les études et la recherche

Les activités de l'équipe de recherche sont principalement axées sur le soutien aux travaux des commissions et des comités du Conseil. En 1998-1999, ces activités ont pris la forme de recherches documentaires, de cueillettes de données qualitatives ou quantitatives, de rapports d'analyses ou encore d'études exploratoires. Ces études et ces recherches ont permis d'appuyer scientifiquement les rapports et avis du Conseil ou d'éclairer ce dernier sur la pertinence d'intervenir sur un sujet donné. Leurs résultats ont été soit intégrés, en tout ou en partie, dans le corps des avis du Conseil ou de son rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation, soit publiés, sous signature d'auteur, dans la collection *Études et recherches*. C'est ainsi que sont parus dans cette collection, en 1998-1999, les documents suivants :

*Le Renouvellement du curriculum : expériences américaine, suisse et québécoise* (4 études)

— *La Nouvelle Piste de l'Oregon*, par Réginald Grégoire inc., 1998, 28 pages;

— *La Rénovation de l'école primaire genevoise : une étude de cas*, par Claude Lessard, 1998, 42 pages;

— *Améliorer le curriculum et l'apprentissage : innovations américaines et choix québécois*, par Réginald Grégoire inc., 1998, 36 pages;

— *L'Acquisition d'habiletés et de compétences transdisciplinaires : deux expériences québécoises*, par Jean Lamarre, 1999, 27 pages;

*Différencier le curriculum au secondaire : vers des parcours scolaires stimulants pour tous les jeunes*, par Marthe Henripin, 1999, 192 pages;

*Le Rôle des* Headteachers *en Angleterre et les enseignements à en tirer dans un contexte de décentralisation*, par Hélène Pinard, 1999, 68 pages.

### 2.5 Les communications

Trois avis ont été rendus publics en 1998-1999 :

— 17 septembre 1998 : *Pour un renouvellement prometteur des programmes à l'école*, à l'école primaire L'Apprenti-Sage, du quartier Neufchâtel, à Québec;

— 27 janvier 1999 : *Les Enjeux majeurs des programmes d'études et des régimes pédagogiques*, à l'école secondaire Mgr-Richard, de Verdun;

— 9 juin 1999 : *Diriger une école secondaire : un nouveau contexte, de nouveaux défis*, à la polyvalente de Lévis.

Le rapport annuel 1997-1998 sur l'état et les besoins de l'éducation, *Éduquer à la citoyenneté*, a été lancé le 27 octobre 1998 à la polyvalente Lucien-Pagé, de Montréal.

Trois nouveaux numéros du bulletin de liaison du Conseil, *Panorama*, ont été publiés en novembre 1998, février et mai 1999. À l'aide de textes courts et de lecture facile, *Panorama* présente, en versions française et anglaise, un tour d'horizon des travaux et des activités du Conseil, de ses comités et commissions.

Durant la période du 1er mai 1998 au 30 avril 1999, le site Internet du Conseil a reçu 21 002 visites. La fréquentation du site aura plus que doublé en moins d'un an, puisque 2 893 visites ont été enregistrées en avril 1999, comparativement à 1 141 en mai 1998, premier mois complet d'exploitation. Logé à l'adresse *http ://www.cse.gouv.qc.ca*, le site du Conseil présente, en français et en anglais, des sections sur l'organisation du Conseil et de ses commissions, les publications, les travaux en cours, ainsi que sur les comités confessionnels catholique et protestant. Le jour même du lancement d'un avis ou d'un rapport, les personnes intéressées peuvent avoir accès au document complet, au communiqué de presse, ainsi qu'à une synthèse du document. Cette synthèse est aussi disponible en anglais. Depuis le 31 août 1999, les deux derniers rapports annuels sur l'état et les besoins de l'éducation et les neuf derniers avis du Conseil étaient disponibles sur le site.

Il convient aussi de signaler la participation, tout au long de l'année, de la présidente du Conseil à des rencontres, congrès et colloques, où elle a prononcé une trentaine d'allocutions sur divers thèmes traités par le Conseil, et à plusieurs émissions de radio et de télévision.

Les avis et rapports du Conseil sont distribués d'office aux groupes concernés. Des exemplaires sont aussi disponibles pour tout citoyen qui en fait la demande. Le Conseil répond aussi aux demandes d'information du public et des chercheurs. Il collabore enfin avec plusieurs organismes nationaux et internationaux.

# 3. Ressources humaines et financières

## 3.1 Membres du Conseil, des comités et des commissions

### *Conseil*

Par le décret 129-99 du 17 février 1999, le gouvernement a nommé membres du Conseil, pour un premier mandat se terminant le 31 août 2002 :

— Mme Hélène Dumais, de Cap-de-la-Madeleine, en remplacement de M. Jean Gagnon;

— M. Luc Bouvier, de Hull, en remplacement de M. Pietro Monticone;

— M. Marcel G. Bastien, de Laval, en remplacement de Mme Nicole Boutin;

À la suite de sa réélection pour un an à la présidence du Comité protestant, le mandat de M. Graham Jackson comme membre d'office du Conseil a été renouvelé jusqu'au 31 août 2000.

**Conseil supérieur de l'éducation**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| Saint-Pierre, Céline | Présidente du Conseil | 2001 | Montréal |
| Newman, Judith | Vice-présidente du Conseil | 2000 (2e) | Montréal |
| Aurousseau, Chantal | Étudiante au doctorat et chargée de cours, Université du Québec à Montréal | 2001 (2e) | Montréal |
| Bastien, Marcel G. | Professeur en Techniques du génie électrique, Collège Vanier | 2002 | Laval |
| Blondin, Michel (démission 98-11-23) | Directeur de la formation, Fondation d'éducation et de formation économique, Fonds de solidarité des travailleurs du Québec | 2001 | Montréal |
| Borodian, Aline | Étudiante au 2e cycle, École des Hautes Études Commerciales | 2001 (2e) | Saint-Laurent |
| Bouvier, Luc | Professeur, Collège de l'Outaouais | 2002 | Hull |
| Céré, Robert | Directeur, École secondaire Sophie-Barat, Commission scolaire de Montréal | 2001 | Montréal |
| Côté, Édith | Professeure agrégée, Faculté des sciences infirmières, Université Laval | 2001 | Saint-Augustin |
| Denis, Gaston | Professeur retraité de l'Université de Sherbrooke | 2001 | Sherbrooke |
| Dumais, Hélène | Enseignante et directrice adjointe par intérim, École primaire Louiseville, Commission scolaire Chemin-du-Roy | 2002 | Cap-de-la-Madeleine |
| Gatineau, Marie-Claude | Directrice des services aux élèves, Commission scolaire English-Montréal | 2001 (2e) | Westmount |
| Girard, Suzanne | Directrice principale, Dotation/Équité/Recrutement, Banque Nationale du Canada | 2001 | Longueuil |

**Conseil supérieur de l'éducation**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| Jackson, Christopher | Doyen, Faculté des beaux-arts, Université Concordia | 2002 | Montréal |
| Juanéda, Linda | Directrice, École des Pins, Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles | 2001 | Blainville |
| Lajeunesse, Bernard | Directeur général, Commission scolaire Pierre-Neveu | 2001 | Mont-Laurier |
| Lajoie, Jean | Commissaire, Commission municipale du Québec | 2001 (2e) | Pointe-au-Pic |
| Marriner Aziz, Colleen | Enseignante, Spécialiste de français, langue seconde, École secondaire Riverdale, Commission scolaire Lester-B.-Pearson | 2001 | Pierrefonds |
| Rathé, Jean-Pierre | Directeur du Service de l'éducation des adultes, Centre éducatif Marguerite-Bourgeoys, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys | 2001 (2e) | Pierrefonds |
| Roy-Guérin, Marie Lissa | Directrice adjointe, Centre de formation professionnelle Vision Avenir, Commission scolaire des Portages de l'Outaouais | 2001 (2e) | Gatineau |
| Sergerie, Pâquerette | Commissaire-parent, Commission scolaire des Chics-Chocs | 2001 | Sainte-Anne-des-Monts |
| Toussaint, Michel | Directeur général, Cégep de la Pocatière | 2001 | La Pocatière |
| **Membres d'office** | | | |
| Côté, Guy | Président du Comité catholique | 1999 | Laval |
| Jackson, Graham P. | Président du Comité protestant | 2000 | Loretteville |
| **Membres adjoints d'office** | | | |
| Champoux-Lesage, Pauline | Sous-ministre, Ministère de l'Éducation | | |
| Cadrin-Pelletier,Christine | Sous-ministre associée de foi catholique, Ministère de l'Éducation | | |
| Hawley, Grant C. | Sous-ministre associé de foi protestante, Ministère de l'Éducation | | |
| **Secrétaires conjoints** | | | |
| Durand, Alain | | | |
| Lamonde, Claude | | | |

### *Comité catholique*

L'Assemblée des évêques du Québec a nommé membres du Comité catholique, à titre de représentants des autorités religieuses :

— Mgr Bertrand Blanchet, pour un mandat se terminant le 31 août 2001, en remplacement de Mgr Clément Fecteau.

— M. Serge Côté, pour un second mandat se terminant le 31 août 2001.

Par le décret 1105-98 du 26 août 1998, à la recommandation du Conseil, agréée par l'Assemblée des évêques du Québec, le gouvernement a nommé membres du Comité catholique, pour un second mandat se terminant le 31 août 2001 :

— M. François Lafortune, de Saint-Césaire, comme représentant des éducateurs;

et, pour un premier mandat se terminant le 31 août 2001 :

— M. Spencer Boudreau, de Carignan, comme représentant des éducatrices et des éducateurs, en remplacement de Mme Olga Hrycak;

— Mme Yolande Brisebois-Beaudin, de Longueuil, comme représentante des parents, en remplacement de Mme Claire Lachance;

— Mme Josée Lambert-Chan, de Notre-Dame-des-Prairies, comme représentante des parents, en remplacement de Mme Dolorès Gagnon-Heynemand.

Par le décret 442-99, du 21 avril 1999, à la recommandation du Conseil, agréée par l'Assemblée des évêques du Québec, le gouvernement a nommé membre du Comité catholique, Mme Anne Bureau, de Québec, comme représentante des parents pour un premier mandat se terminant le 31 août 2000, en remplacement de Mme Lynn Thériault-Faust, démissionnaire.

**Comité catholique**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| **Représentants des éducateurs et des éducatrices** | | | |
| Côté, Guy | Président du Comité catholique | 1999 (2e) | Laval |
| Boudreau, Spencer | Directeur du Bureau des stages, Faculté des sciences de l'éducation, Université McGill | 2001 | Carignan |
| Brisebois-Beaudin, Yolande | Consultante en éducation | 2001 | Longueuil |
| Labelle, Reynald | Directeur général adjoint, Commission scolaire des Draveurs | 2000 (2e) | Aylmer |
| Lafortune, François | Directeur, École secondaire P.-G.-Ostiguy, Commission scolaire des Hautes-Rivières | 2001 (2e) | Saint-Césaire |
| **Représentants des autorités religieuses** | | | |
| Blanchet, Mgr Bertrand | Archevêque, Archevêché de Rimouski | 2001 | Rimouski |
| Côté, Serge | Conseiller en éducation chrétienne et responsable du soutien à la confessionnalité, Commission scolaire Marie-Victorin | 2001 (2e) | Boucherville |
| Lanoie, Lucille | Animatrice de pastorale, École secondaire Sacré-Cœur, Commission scolaire du Val-des-Cerfs | 2000 | Granby |
| Matheson, Anthony | Directeur du regroupement, Commission scolaire English-Montréal | 1999 | Montréal |
| Rousseau, Suzanne | Professeure en théologie catéchétique, Université du Québec à Trois-Rivières | 1999 (2e) | Bécancour |

## Comité catholique

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| **Représentants des parents** | | | |
| Boutin, Guy | Directeur de l'enseignement et des programmes, Collège de Sherbrooke | 2000 | Ascot |
| Bureau, Anne | Travailleuse autonome | 2000 | Québec |
| Guillemette, Roger | Professeur invité en administration, Université du Québec à Chicoutimi | 1999 | La Baie |
| Lambert-Chan, Josée | Directrice du service éducatif, Académie Antoine-Manseau | 2001 | Notre-Dame-des-Prairies |
| Laplante, Raynald | Consultant en éducation | 1999 (2e) | Dollard-des-Ormeaux |
| **Membre adjoint d'office** | | | |
| Cadrin-Pelletier, Christine | Sous-ministre associée de foi catholique, Ministère de l'Éducation | | |
| **Secrétaire** | | | |
| Loiselle, Pierre | | | |

### *Comité protestant*

Par le décret 1104-98 du 26 août 1998, à la recommandation du Conseil, le gouvernement a nommé membres du Comité protestant, pour un second mandat se terminant le 31 août 2001 :

— Mme Jean Russell, de Lachute;

— M. Bruno Désorcy, de Boucherville;

et, pour un premier mandat se terminant le 31 août 2001 :

— Mme Claudette Barthelemy-Asner, de Saint Lambert, à titre de représentante des confessions protestantes, en remplacement de M. Georges Emmanuel Pierre.

Par le décret 1247-98, du 30 septembre 1998, à la recommandation du Conseil, le gouvernement a nommé membre du Comité protestant, pour un premier mandat se terminant le 31 août 2001 :

— M. Marc-André Veer, de Fabreville, à titre de représentant des parents, en remplacement de Mme Judith Reynolds.

Conformément à l'article 20 de la *Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation*, M. Graham Jackson a été réélu pour un an à la présidence du Comité protestant, soit jusqu'au 31 août 2000.

**Comité protestant**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| **Représentants des confessions protestantes** | | | |
| Jackson, Graham | Président du Comité protestant | 2001(2e) | Loretteville |
| Barthelemy-Asner, Claudette | Enseignante en sciences humaines et en français, École secondaire Lemoyne-d'Iberville, Commission scolaire Marie-Victorin | 2001 | Saint-Lambert |
| Johnston, Andrew (démission 98-12-09) | Pasteur, Église presbytérienne Briarwood, Consistoire de Montréal | 2000 | Beaconsfield |
| Morrill, Garth | Pasteur, Église anglicane du Canada, Diocèse de Montréal | 1999 | Lachute |
| Picard, John | Directeur, École Le Sentier et école primaire du Berger, Commission scolaire du Chemin-du-Roy | 1999 (2e) | Saint-Louis-de-France |
| **Représentants des éducateurs et éducatrices** | | | |
| Langlois, Lorraine | Coordonnatrice au préscolaire et au primaire, Ressources pédagogiques Centre éducatif, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys | 2000 | Lachute |
| Koeppe, Helen | Directrice, Fédération québécoise des associations foyers-écoles | 1999 (2e) | LaSalle |
| Russell, Jean | Retraitée de l'administration scolaire | 2001 (2e) | Lachute |
| Young, William | Consultant indépendant en éducation | 2000 (2e) | Hudson Heights |
| **Représentants des parents** | | | |
| Désorcy, Bruno | Parent | 2001 (2e) | Boucherville |
| Dupras, Johanne | Directrice par intérim, École de la Farandole Commission scolaire Marie-Victorin | 2000 (2e) | Saint-Hubert |
| Mizener, Heather | Directrice adjointe, Richelieu Valley High School, Commission scolaire Riverside | 2000 (2e) | Saint-Bruno |
| Norquay, Astrid | Commissaire, Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier | 1999 | Arundel |

**Comité protestant**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| **Représentants des parents** | | | |
| Veer, Marc-André | Enseignant au primaire, École Bedford, Commission scolaire de Montréal | 2001 | Lachute |
| Visser, Aline | Commissaire, Commission scolaire Central Québec | 1999 | Arundel |
| **Membre d'office** | | | |
| Hawley, Grant C. | Sous-ministre associé de foi protestante, Ministère de l'Éducation | | |
| **Secrétaire** | | | |
| Jennaway, Elizabeth | | | |

### *Commission de l'enseignement primaire*

Le Conseil a reconduit pour un an, soit jusqu'au 31 août 1999, le mandat de Mme Marie-Claude Gatineau à la présidence de la Commission de l'enseignement primaire.

Le Conseil a renouvelé pour deux ans, soit jusqu'au 31 août 2000, le mandat de Mme Cécile Béliveau, de Montréal, comme membre de la Commission.

Trois nouveaux membres ont été nommés par le Conseil à cette commission, pour un mandat se terminant le 31 août 2001 :

— M. Shimshon Hamerman, de Montréal;

— Mme Thérèse Duchesne, de Chicoutimi;

— M. Claude Gaulin, de Sainte-Foy.

**Commission de l'enseignement primaire**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| Gatineau, Marie-Claude | Présidente de la Commission*, Directrice des services aux élèves, Commission scolaire English-Montréal | 1999 | Westmount |
| Beauregard, Denis | Psychoéducateur, École Sainte-Marguerite-Bourgeoys, Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île | 1999 | Lachenaie |
| Béliveau, Cécile | Spécialiste en éducation et médias | 2000 (2e) | Montréal |
| Côté, Jocelyn | Enseignant, École L'Étincelle, Commission scolaire des Découvreurs | 1999 | Saint-Augustin-de-Desmaures |
| Delisle, Roger | Coordonnateur de l'enseignement au primaire, Commission scolaire de la Capitale | 2000 | Sainte-Foy |
| Duchesne, Thérèse | Orthopédagogue, École Saint-Cœur-de-Marie, Commission scolaire des Rives-du-Saguenay | 2001 | Chicoutimi |
| Gaulin, Claude | Professeur titulaire, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval | 2001 | Sainte-Foy |
| Gwyn-Paquette, Caroline | Chargée de cours, Superviseure de stages, Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke | 1999 | Sherbrooke |
| Hamerman, Shimshon (démission 99-04-29) | Directeur, Salomon Schechter Academy | 2001 | Côte-Saint-Luc |
| Perreault, Carole | Responsable du service de garde en milieu scolaire, École Père-Vimont, Commission scolaire de Laval | 1999 | Laval |
| Piotte, Lucie | Travailleuse autonome en administration | 1999 (2e) | Richelieu |
| Roberge, Jean-François | Enseignant, École De la Chanterelle, Commission scolaire des Patriotes | 2000 | Montréal |
| Sabourin, Jean-Guy | Directeur, École primaire Saint-Pie-X, Commission scolaire des Draveurs | 2000 | Gatineau |
| St-Denis-Giroux, Claudette | Ex-enseignante, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys | 2000 | Outremont |
| **Coordonnateur** | | | |
| Ouellet, Michel | | | |

* La présidence est assumée par un membre du Conseil nommé par ses collègues à ce poste pour un mandat d'un an renouvelable.

### *Commission de l'enseignement secondaire*

Le Conseil a reconduit pour un an, soit jusqu'au 31 août 1999, le mandat de Mme Marie Lissa Roy-Guérin à la présidence de la Commission de l'enseignement secondaire.

Le Conseil a renouvelé pour deux ans, soit jusqu'au 31 août 2000, le mandat de M. Donald Taylor de Hampstead, comme membre de la Commission.

Par ailleurs, trois nouveaux membres ont été nommés par le Conseil à cette commission, pour un mandat se terminant le 31 août 2001 :

— M. Pierre Gosselin, Montréal;

— Mme Lise Delisle, de Sainte-Foy;

— Mme Nicole Bherer, de Rimouski.

**Commission de l'enseignement secondaire**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| Roy-Guérin, Marie Lissa | Présidente de la Commission*, Directrice adjointe, Centre de formation professionnelle Vision Avenir, Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais | 1999 | Gatineau |
| Bherer, Nicole (démission 99-06-02) | Parent | 2001 | Rimouski |
| Bordage, Jacques | Ex-coordonnateur de la Commission | 2000 | Beauport |
| De Garie, Pierre | Directeur général adjoint, Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles | 1999 (2e) | Sainte-Thérèse |
| Delisle, Lise | Conseillère d'orientation, École secondaire Les Compagnons-de-Cartier, Commission scolaire des Découvreurs | 2001 | Sainte-Foy |
| Gagnon-Messier, Denyse | Conseillère pédagogique à la retraite, Commission scolaire des Hautes-Rivières | 1999 | Saint-Jean-sur-Richelieu |
| Giguère, Hélène | Directrice, Service des affaires étudiantes Collège Ahuntsic | 1999 | Montréal |
| Gosselin, Pierre | Directeur, École Calixa-Lavallée, Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île | 2001 | Montréal |
| La Rochelle, Claude | Ex-conseiller pédagogique, Commission scolaire de Laval | 2000 | La Conception |
| Laferrière, Thérèse | Professeure, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval | 1999 | Québec |
| Plante, Odette | Enseignante, École Émilie-Gamelin, Commission scolaire des Grandes-Seigneuries | 2000 | Saint-Constant |
| Tardif, Aline | Directrice adjointe, École secondaire de l'Horizon, Commission scolaire des Navigateurs | 2000 | Saint-Nicolas |
| Taylor, Donald | Directeur, Services communautaires, Commission scolaire Lester-B.-Pearson | 1999 (2e) | Hampstead, |
| Watters, Denis | Enseignant et agent de développement pédagogique, Commission scolaire des Premières-Seigneuries | 1999 | Beauport |

**Coordination**

Lamonde, Claude (par intérim)

* La présidence est assumée par un membre du Conseil nommé par ses collègues à ce poste pour un mandat d'un an renouvelable.

### *Commission de l'enseignement collégial*

Le Conseil a reconduit pour un an, soit jusqu'au 31 août 1999, le mandat de M. Michel Toussaint à la présidence de la Commission de l'enseignement collégial.

Quatre nouveaux membres ont été nommés par le Conseil à la Commission :

— Mme Elisabeth Monzein, pour un mandat se terminant le 31 août 2000;

et, pour un mandat se terminant le 31 août 2001 :

— Mme Sophie Dorais, de Montréal;

— Mme Hélène Allaire, de Montréal;

— M. Gilles Kirouac, de Sainte-Foy.

**Commission de l'enseignement collégial**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| Toussaint, Michel | Président de la Commission*, Directeur général du Cégep de la Pocatière | 1999 | La Pocatière |
| Allaire, Hélène | Conseillère pédagogique, Cégep Marie-Victorin | 2001 | Montréal |
| Beaudoin, Lyne | Enseignante en Techniques de réadaptation physique et conseillère pédagogique, Cégep François-Xavier-Garneau | 2000 | Saint-Augustin-de-Desmaures |
| Beauregard, François | Conseiller à l'enseignement collégial, Centrale de l'enseignement du Québec | 2000 | Sainte-Julie |
| Bernier, Alain | Enseignant, Département de génie civil, géodésie et dessin technique, Collège Ahuntsic | 1999 | Montréal |
| Cazeault, Louise | Directrice des études, Cégep Beauce-Appalaches | 2000 | Saint-Georges |
| Deslauriers, Gilles | Directeur général adjoint, Commission scolaire de Laval | 1999 | Saint-Laurent |
| Dorais, Sophie | Adjointe à la direction des études, Collège Gérald-Godin | 2001 | Montréal |
| Gauvin, Germain | Enseignant en sciences politiques, Cégep Lévis-Lauzon | 1999 | Lévis |
| Houle, Guylaine | Diplômée du collégial, Techniques d'orthèses-prothèses | 1999 | Yamachiche |
| Kirouac, Gilles | Directeur général des programmes de 1er cycle, Université Laval | 2001 | Sainte-Foy |
| Monzein, Elisabeth | Enseignante en littérature, Cégep de Saint-Félicien | 2001 | Saint-Félicien |
| Poirier, Marielle | Directrice des études, Collège Édouard-Montpetit | 2000 | Longueuil |
| **Coordonnatrice** | | | |
| Carpentier, Renée | | | |

* La présidence est assumée par un membre du Conseil nommé par ses collègues à ce poste pour un mandat d'un an renouvelable.

### *Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires*

Le Conseil a reconduit pour un an, soit jusqu'au 31 août 1999, le mandat de M. Gaston Denis à la présidence de la Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires.

Le Conseil a renouvelé pour trois ans, soit jusqu'au 31 août 2001, les mandats de Mme Geneviève Tanguay, de Sainte-Croix et de M. Pierre Lapointe, de Sainte-Foy, comme membres de la Commission.

Enfin, trois nouveaux membres ont été nommés par le Conseil à la Commission :

— M. Ian Sydney Butler, de Montréal, pour un mandat se terminant le 31 août 2001;

— M. Jean-Claude Bourassa, de Rouyn-Noranda, pour un mandat se terminant le 31 août 2001;

— Mme Danielle Lafontaine, de Rimouski, pour un mandat se terminant le 31 août 1999.

**Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| Denis, Gaston | Président de la Commission*, Ex-professeur de l'Université de Sherbrooke | 1999 | Sherbrooke |
| Angers, Denise | Professeur titulaire, Département d'histoire, Université de Montréal | 1999 | Outremont |
| Bourassa, Jean-Claude | Coordonnateur au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche | 2001 | Rouyn-Noranda |
| Butler, Ian Sydney | Vice-principal adjoint, Faculté des études supérieures, Université McGill | 2001 | Montréal |
| Dufresne, Monique | Chargée de cours, Département de linguistique, Université du Québec à Montréal | 2000 | Montréal |
| Lafontaine, Danielle | Professeure, Département des sciences humaines, Université du Québec à Rimouski | 1999 | Rimouski |
| Lapointe, Pierre | Directeur scientifique, Institut national de la recherche scientifique | 2001 (2e) | Sainte-Foy |
| Legault, Marie-Josée | Professeure agrégée, Relations industrielles, Télé-Université | 1999 | Montréal |
| Lemerise, Suzanne | Professeure, Département d'arts plastiques, Université du Québec à Montréal | 2000 | Montréal |
| Potter, Alex G. | Directeur général, Collège régional Champlain | 1999 (2e) | Fleurimont |
| Robitaille, Patrick | Étudiant au 2e cycle, Attaché académique, Fédération étudiante universitaire du Québec | 1999 | Montréal |
| Roux, Benoit (démission 99-06-28) | Professeur agrégé en physique et chimie, Département de chimie, Université de Montréal | 2000 | Outremont |
| Simard, Marie (démission 99-06-30) | Professeure titulaire, École de service social, Université Laval | 2000 (2e) | Sillery |
| Tanguay, Geneviève | Directrice, Centre québécois de la valorisation des biomasses et des biotechnologies | 2001 (2e) | Sainte-Croix |

**Coordonnatrice**

Picard, France

* La présidence est assumée par un membre du Conseil nommé par ses collègues à ce poste pour un mandat d'un an renouvelable.

### *Commission de l'éducation des adultes*

Le Conseil a reconduit pour un an, soit jusqu'au 31 août 1999, le mandat de M. Jean-Pierre Rathé à la présidence de la Commission de l'éducation des adultes.

Le Conseil a renouvelé pour deux ans, soit jusqu'au 31 août 2000, les mandats de :

— Mme Lucette Mailhot, de Ivry-sur-le-Lac;

— Mme Jeannine Routhier, de Trois-Rivières.

Enfin, quatre nouveaux membres ont été nommés par le Conseil à cette commission, pour un mandat se terminant le 31 août 2001 :

— M. Rosaire Bergeron, de Charlesbourg;

— M. Mario Carrier, de Rouyn-Noranda;

— Mme Jocelyne Dutrisac, de Saint-Hippolyte;

— Mme Louise Miller, de Montréal.

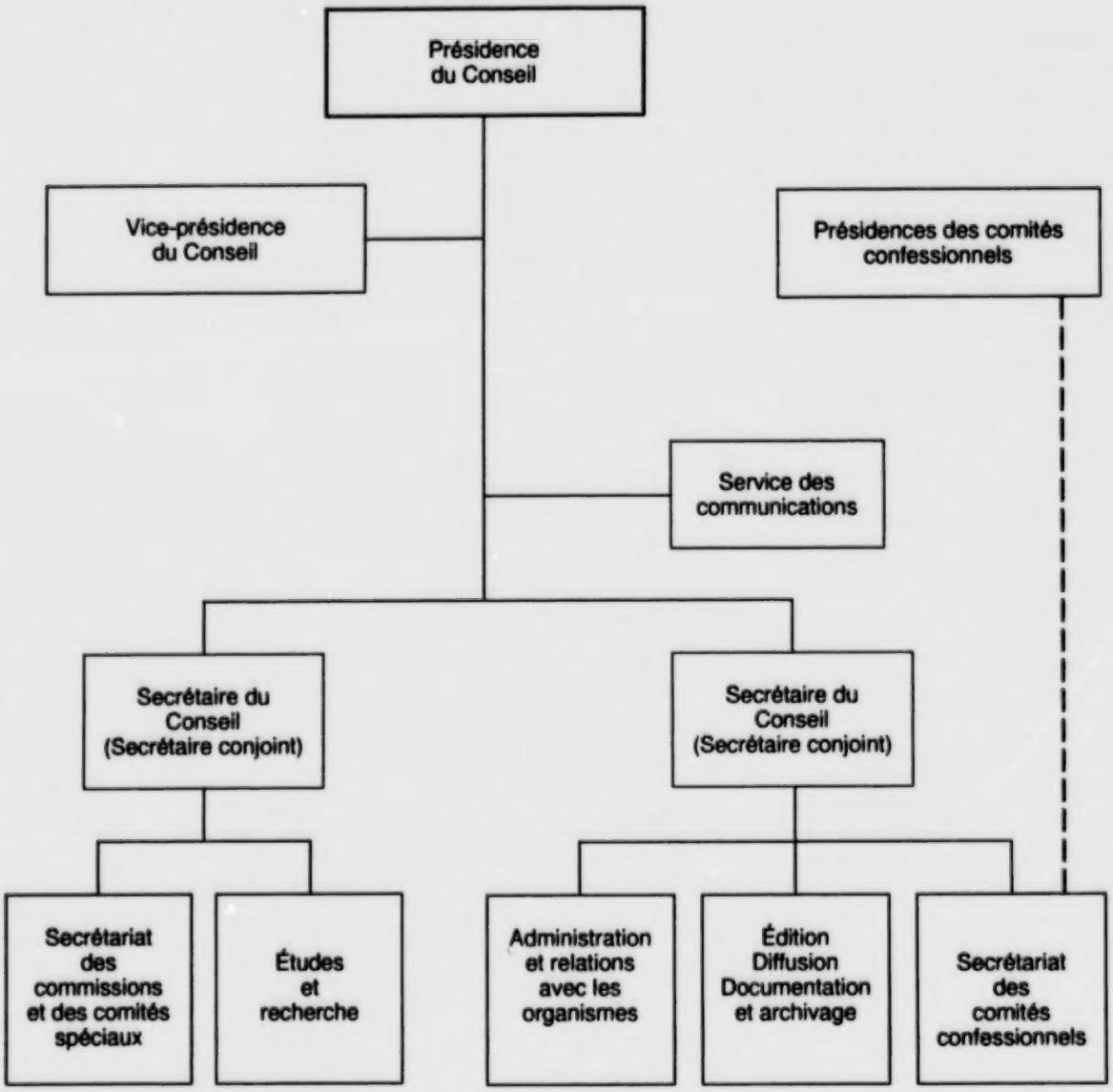
**Commission de l'éducation des adultes**

| Nom | Fonction (au 31 août 1999) | Mandat se terminant le 31 août | Lieu de résidence |
|---|---|---|---|
| Rathé, Jean-Pierre | Président de la Commission*, Directeur du Service de l'éducation des adultes, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys | 1999 | Pierrefonds |
| Archambault, Marie | Directrice du bureau des diplômés, Université du Québec à Montréal | 1999 | Montréal |
| Bélisle, Serge | Directeur du Centre de formation continue, Cégep de Sherbrooke | 1999 | Sherbrooke |
| Bergeron, Rosaire | Enseignant en Techniques du génie mécanique, Cégep de Limoilou | 2001 | Charlesbourg |
| Carrier, Mario | Professeur en sciences de la gestion, Directeur de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue | 2001 | Rouyn-Noranda |
| Dutrisac, Jocelyne | Conseillère pédagogique à l'éducation des adultes, Centre Marchand, Commission scolaire de la Rivière-du-Nord | 2001 | Saint-Hippolyte |
| Greason, Vincent | Responsable du dossier Éducation, Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec | 1999 | Montréal |
| Mailhot, Lucette | Directrice générale adjointe, Commission scolaire des Laurentides | 2000 (2e) | Ivry-sur-le-lac |
| Miller, Louise | Conseillère syndicale en formation, Fédération des travailleurs du Québec | 2001 | Montréal |
| Pelletier, Marie (démission 98-12-08) | Coordonnatrice du Service de la formation continue et du Service aux entreprises, Cégep de Rivière-du-Loup | 2000 | Rivière-du-Loup |
| Rolland, Marie | Conseillère pédagogique à la formation continue, Cégep André-Laurendeau | 1999 (2e) | Verdun |
| Rouillier, Nicole | Directrice, Éducation permanente, Cégep Marie-Victorin | 2000 | Montréal |
| Routhier, Jeannine | Directrice, Direction des partenariats, Université du Québec à Trois-Rivières | 2000 | Trois-Rivières |
| Sauvé, Marc-André | Conseiller senior en formation et développement organisationnel, Noranda Inc. | 2000 | Les Coteaux |
| **Coordonnatrice** | | | |
| Gobeil, Isabelle | | | |

* La présidence est assumée par un membre du Conseil nommé par ses collègues à ce poste pour un mandat d'un an renouvelable.

### 3.2 Secrétariat

- **Organigramme du Secrétariat du Conseil supérieur de l'éducation au 31 mars 1999**



• **Effectif autorisé**
**Année financière se terminant le 31 mars 1999**

| | Hors cadres | Cadres supérieurs | Personnel professionnel | Personnel technicien | Employés de bureau | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Présidence et vice-présidence des instances du Conseil | 3 | — | — | | 1 | 4 |
| Secrétariat du Conseil | — | 1 | 13 | | 3 | 17 |
| Secrétariat à l'administration | — | 1 | — | 4 | 5 | 10 |
| Communications | — | — | 1 | | 1 | 2 |
| **Total** | **3** | **2** | **14** | **4** | **10** | **33** |

• **Liste du personnel au 31 mars 1999**

***Direction***

| | |
|---|---|
| Céline SAINT-PIERRE | présidente du Conseil |
| Judith NEWMAN | vice-présidente du Conseil |
| Michelle CARON | secrétaire principale |
| Josée St-AMOUR | agente de secrétariat |

***Secrétariat du Conseil***

| | |
|---|---|
| Claude LAMONDE | secrétaire du Conseil |
| Alain DURAND | secrétaire à l'administration |
| Lise RATTÉ | agente de secrétariat |

***Communications***

| | |
|---|---|
| André DAVID | responsable des communications |
| Marielle OUELLETTE | agente de secrétariat |

***Commissions et comités spéciaux***

Coordination

| | |
|---|---|
| Michel OUELLET | coordonnateur de la Commission de l'enseignement primaire |
| Claude LAMONDE | coordonnateur par intérim de la Commission de l'enseignement secondaire |
| Renée CARPENTIER | coordonnatrice de la Commission de l'enseignement collégial |
| France PICARD | coordonnatrice de la Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires |
| Isabelle GOBEIL | coordonnatrice de la Commission de l'éducation des adultes |
| Diane DUQUET | coordonnatrice du comité du rapport annuel |

Études et recherche

| | |
|---|---|
| Claudine AUDET | agente de recherche |
| Suzanne BOUCHARD | agente de recherche |
| Francine D'ORTUN | agente de recherche |
| Caroline HAMEL | agente de recherche, stagiaire |
| Marthe HENRIPIN | agente de recherche |
| Jean LAMARRE | agent de recherche |
| Arthur MARSOLAIS | agent de recherche |
| Hélène PINARD | agente de recherche |

Soutien

| | |
|---|---|
| Jacqueline GIROUX | agente de secrétariat |
| Jocelyne MERCIER | agente de secrétariat |

***Comité catholique***

| | |
|---|---|
| Guy CÔTÉ | président du Comité catholique |
| Pierre LOISELLE | secrétaire du Comité catholique |
| Céline DUBOIS | agente de secrétariat |

***Comité protestant***

| | |
|---|---|
| Graham P. JACKSON | président du Comité protestant |
| Élizabeth JENNAWAY | secrétaire du Comité protestant |

| *Administration* | | *Documentation* | |
|---|---|---|---|
| Michel PLAMONDON | technicien en informatique | Patricia RÉHEL | bibliotechnicienne |
| Monique BOUCHARD | secrétaire administrative | Francine VALLÉE | bibliotechnicienne |
| Louise PELLETIER | agente principale de bureau | | |
| Nicole LAVERTU | agente de bureau | | |
| Marthe RAJOTTE | agente de secrétariat | | |

## 3.3 Ressources financières

**Budget et dépenses en milliers de dollars**
**Année financière se terminant le 31 mars 1999**
**Programme 02 - Consultation**
**Élément 01 - Conseil supérieur de l'éducation**

| Supercatégories / catégories | | Crédits votés | Budget modifié | Dépenses |
|---|---|---|---|---|
| **31** | **Fonctionnement – personnel** | | | |
| 01 | Traitements | 1 631,4 | 1 428,4 | 1 428,3 |
| 02 | Autres rémunérations | 0,0 | 71,5 | 71,5 |
| **Sous-total** | | **1 631,4** | **1 499,9** | **1 499,8** |
| **91** | **Fonctionnement — autres dépenses** | | | |
| 03 | Communications | 229,6 | 229,6 | 221,0 |
| 04 | Services professionnels | 376,3 | 514,5 | 437,6 |
| 05 | Entretien et réparations | 6,0 | 6,0 | 7,1 |
| 06 | Loyer | 6,0 | 6,0 | 7,1 |
| 07 | Fournitures | 17,0 | 17,0 | 28,7 |
| 08 | Équipement | 7,0 | 7,0 | 17,7 |
| 11 | Autres dépenses | 0,2 | 0,2 | 0,3 |
| | Gel de crédits (compression récurrente) | | | |
| **Sous-total** | | **644,1** | **717,3** | **717,3** |
| **92** | **Capital** | | | |
| 08 | Équipement | 6,7 | 0,0 | 0,0 |
| **Sous-total** | | **6,7** | **0,0** | **0,0** |
| **Total** | | **2 282,2** | **2 217,2** | **2 217,1** |